



**GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE**
LOIRE ATLANTIQUE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES CCP N° PA-26003

**MISSION D'ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA
PASSATION DE MARCHES PUBLICS DE SERVICES D'ASSURANCES ET
POUR LE SUIVI DE CES MARCHES POUR LES BESOINS DES
ETABLISSEMENTS DU GHT44 (LOT UNIQUE)**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Centre Hospitalier Universitaire de Nantes (établissement support du GHT 44)
Immeuble Deurbroucq - 5, allée Gloriette
44093 – NANTES CEDEX

Marché public passé selon une procédure adaptée en vertu des articles L2123-1, R2123-1 1° et R2123-4 à R2123-6 du Code de la Commande publique.

Table des matières

1	Préambule GHT	3
2	Objet du marché.....	4
3	Contexte et calendrier de la mission.....	4
3.1	Contrats en cours	4
3.2	Prestations attendus	4
3.2.1	Composition des phases et livrables	5
3.2.2	Prestation complémentaire : assistance annuelle au suivi d'exécution du marché d'un établissement du GHT 44	7
4	Calendrier des prestations	7
5	Forme et durée du marché public.....	8
5.1	Mode de dévolution du marché (allotissement).....	8
5.2	Forme du marché public	8
5.3	Durée du marché public	8
5.4	Prestations similaires.....	8
6	Documents contractuels	8
7	Conditions d'exécution du marché public.....	9
7.1	Compétences attendues	9
7.2	Remplacement d'un intervenant	9
7.3	Méthode de travail et obligations du prestataire	9
7.4	Outils	10
7.5	Suivi des prestations – points d'étape	10
7.6	Vérifications des prestations	10
8	Confidentialité - propriété des données et communication des résultats(RGPD).....	10
9	Prix des prestations	11
10	Paie ment des prestations.....	11
11	Pénalités	12
12	Frais et risques.....	13
13	Résiliation du marché.....	13
14	Arrêt de l'exécution des prestations	13
15	Responsabilité - Assurance.....	14
16	Clause de réexamen	14
17	Liste des dérogations au C.C.A.G/PI.	14

1 Préambule GHT

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44):

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants: CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), CH Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroché (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat.** Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures).



2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet une mission d'audit et d'assistance dans la passation de marchés d'assurances pour le compte du GHT 44 ; le périmètre assurantiel actuel est le suivant :

- Risque Statutaire (RS),
- Responsabilité Civile Hospitalière (RCH),
- Protection juridique (PJ),
- Individuelle Accident (IA),
- Atteintes à l'Environnement (AE)
- Recherches impliquant la personne humaine (RPH)

Le marché est composé d'un lot unique.

3 Contexte et calendrier de la mission

3.1 Contrats en cours

Les contrats d'assurances du GHT 44 ont été conclus pour couvrir la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2026 (marché d'1 an reconductible 3 fois maximum).

Les prochains contrats devront donc être effectifs à compter du 1^{er} janvier 2027.

Les périmètres actuels des contrats en cour sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Etablissements du GHT 44	Périmètres couverts par les contrats d'assurance actuels					
	RS	RCH	PJ	IA	AE	RPH
CHU Nantes	X	X	X	X	X	X
CH St Nazaire	Autoassurance	X	X	X	NC	NC
CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé	X	X	X	X	NC	NC
CH Erdre et Loire (Ancenis-Candé)	X	X	X	X	NC	NC
CH Savenay	Autoassurance	X	X	X	NC	NC
CH Clisson	X	X	X	X	NC	NC
HI Presqu'île (Guérande-Le Croisic)	Autoassurance	X	X	X	NC	NC
HI Pays de Retz (Pornic)	Autoassurance	X	X	X	NC	NC
CH Clisson	X	X	X	X	NC	NC
CH Maubreuil (St Herblain)	X	X	X	X	NC	NC
CH Sèvre et Loire (Vertou-Le Loroux Bottereau)	Autoassurance	X	X	X	NC	NC
CH Georges Daumezon (Bouguenais)	X	X	X	X	NC	NC
EPSYLAN (Blain)	Autoassurance	X	X	X	NC	NC

Légende : X : couverture assurantielle NC : non concerné (pas de contrat d'assurance)

3.2 Prestations attendues

La prestation d'accompagnement attendue consiste en l'assistance au renouvellement des marchés, composée des 3 phases suivantes :

- ✓ Phase 1 : Assistance à la définition du besoin (état des lieux, audits des contrats...)
- ✓ Phase 2 : Assistance à la rédaction du dossier de consultation des entreprises (DCE)
- ✓ Phase 3 : Assistance à l'analyse des offres, à l'attribution du marché et à son démarrage

Une prestation complémentaire d'assistance annuelle au suivi d'exécution du marché pourra éventuellement être activée par un établissement en cas de besoin par émission de bons de commande.

3.2.1 Composition des phases et livrables

☐ Phase 1 - Etat des lieux - Audit des risques - Stratégie achat, comportant :

- **L'analyse du contexte technique, juridique et de l'environnement de l'opération et l'analyse des risques.**

Le titulaire dresse un état des lieux exhaustif des risques (identifier, analyser et hiérarchiser les risques). Il procède également à un audit complet des contrats d'assurance en cours et de l'ensemble des risques devant être couverts (y compris les établissements en auto-assurance).

Il est attendu un diagnostic technique et financier des contrats d'assurance et de la situation des établissements du GHT 44 pour identifier les besoins de chaque établissement et les leviers de performance (techniques et financiers).

➤ Livrable attendu : rapport de synthèse (diagnostic)

- **La proposition du programme d'assurances à mettre en place : type de garanties à souscrire, franchises, extensions, plafonds de garantie, ...**

Le titulaire élabore une stratégie achat des contrats d'assurance et évalue le coût de l'ensemble des primes d'assurance.

➤ Livrable attendu : note de synthèse « stratégie achat » avec préconisations sur les éléments du futur marché (techniques, organisationnelles, financières...)

Pour cette phase 1, il est attendu une présence minimale du titulaire qui devra être chiffrée dans son offre.

☐ Phase 2. Rédaction du Dossier de Consultation des Entreprises

Le titulaire s'engage à assurer la rédaction et l'élaboration du DCE, en concertation étroite avec le service juridique des marchés (SJM) du CHU de Nantes et sur la base des documents GHT 44 existants (modèle RC, clausier CCAP...) qui lui seront remis.

➤ Livrables attendus avant la commission de consultation :

- RC (avec propositions de critères d'analyses des offres, de pondération de ces critères...), CCTP, CCAP, annexes technique (cadre de réponse technique), annexes financières (BPU, DQE, DPGF...) et AE. Ces livrables seront en mode projet avec phase d'échange.

➤ Livrables attendus après la commission de consultation :

- DCE (dossier de consultation aux entreprises) finalisé intégrant tous les modificatifs demandés.

Pour cette phase 2, un délai minimum de 3 semaines est à prévoir par le titulaire dans son calendrier entre la remise du DCE au CHU de Nantes et sa validation puis publication par les services du pouvoir adjudicateur.

❑ Phase 3. Passation de la procédure – Analyse et présentation des offres

- Avant remise des offres

La publication de la future consultation sera réalisée par le service juridique des marchés du CHU de Nantes sur son profil acheteur (site PLACE).

Le service juridique des marchés transmet au titulaire les questions posées par les entreprises sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics.

- Le titulaire fournit les réponses afin que le service juridique des marchés les publie sur la plateforme de dématérialisation.

- Après remise des offres

L'ouverture des plis est réalisée par le service juridique des marchés qui édite ensuite un tableau d'ouverture des plis et le transmet au titulaire.

- Le titulaire vérifie la conformité du contenu des dossiers avec les pièces demandées au RC.
- Il analyse la recevabilité des candidatures (capacités professionnelles, techniques et financières). En cas d'offre irrégulière, le titulaire procède, en lien avec le service juridique des marchés à la régularisation de l'offre, si l'offre est régularisable.

- Analyse des offres

En collaboration avec le CHU de Nantes, le titulaire analyse en détail les offres afin de vérifier leur conformité aux besoins décrits dans le dossier de consultation et d'apprécier leur contenu au regard des critères d'attribution indiqués dans le règlement de la consultation.

En cas de suspicion d'offre anormalement basse, le titulaire informe le service juridique des marchés et s'engage à interroger le(s) candidat(s) concerné(s) en faisant appel au service juridique des marchés.

En cas d'offres irrégulières ou imprécises, le titulaire fait appel au service juridique des marchés et s'engage à effectuer avec lui, dans le respect de la réglementation applicable, les demandes de régularisation et/ou précisions auprès du (des) candidats(s) concerné(s).

Le titulaire doit obligatoirement passer par le CHU de Nantes pour communiquer avec les candidats.

Si la procédure engagée prévoit une phase de négociation, le titulaire organise, en lien avec le CHU de Nantes, l'audition des candidats.

Dans le calendrier prescrit par le CHU de Nantes, le titulaire transmet à celui-ci un rapport détaillé d'analyse des offres (RAO format Word, basé sur modèle CHU), complété par un tableau comparatif des offres (format Excel).

- Livrables attendus de la phase 3 :
 - Courriers de régularisation des offres, le cas échéant ;
 - Compte-rendu des auditions le cas échéant ;
 - Demandes de précisions, le cas échéant ;
 - Rapport d'analyse des offres (distinguant « avant et après négociation » le cas échéant) et présentant le choix du/des attributaire(s)

Après validation du RAO par la direction des Achats du CHU, le titulaire sera invité à le présenter à la direction générale du CHU sur site, en présence de la direction des Achats.

- Mise au point et notification des marchés

Le titulaire procèdera :

- le cas échéant, à la mise au point des marchés avec le ou les candidat(s) retenu(s).
- au contrôle de la conformité des contrats d'assurance avant signature par l'établissement.

Le titulaire contrôle la conformité de l'ensemble des pièces contractuelles.

Les courriers de rejet des candidats évincés, d'attribution et de notification ainsi que les courriers de réponse aux demandes des motifs de rejet seront rédigés par le titulaire, puis validés et envoyés par le service juridique des marchés du CHU.

- à la validation des notes de couvertures et des contrats

Le titulaire contrôle les notes de couvertures adressées par la société d'assurance, immédiatement après la notification des marchés.

Les sociétés d'assurance émettront dans un délai de 2 à 3 mois suivant la notification, les contrats d'assurances qui devront être adressés au titulaire pour validation avant signature et paiement par le GHT 44.

Le titulaire devra prendre en compte dans son calendrier un délai minimal d'1 mois entre la validation du rapport d'analyse des offres et la notification des marchés par les services du pouvoir adjudicateur

Pour cette phase 3, Il est attendu une présence minimale du titulaire qui devra être chiffrée dans son offre (notamment pour la phase de négociation éventuelle, la restitution et la présentation à la DG).

NB : pour les phases 1 et 3, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de requérir la présence sur site du titulaire, s'il l'estime nécessaire pour l'exécution de toute prestation, ce même si cela n'avait initialement pas été expressément indiqué dans le marché.

3.2.2 Prestation complémentaire : assistance annuelle au suivi d'exécution du marché d'un établissement du GHT 44

Le titulaire pourra être sollicité par un ou plusieurs établissements du GHT44 pour les missions complémentaires de contrôle de l'évolution des primes et l'assistance en cas de progression du montant des primes (suivi de la sinistralité, analyse des provisions en cours de marché...).

4 Calendrier des prestations

Le titulaire devra proposer un rétro planning prévisionnel permettant de garantir aux établissements du GHT 44 d'être couverts par les contrats d'assurance précités **pour le 1er janvier 2027.**

En conformité avec le process achat décisionnel du GHT44, les candidats intégreront **obligatoirement dans leur calendrier :**

- Un délai minimum de 3 semaines entre la remise du DCE à l'issue de la fin de la phase 2 et sa validation puis publication ;

- Un délai minimal de 30 jours francs pour la publication de l'appel d'offres ouvert ;
- Un délai minimal de 30 jours entre la validation du rapport d'analyse des offres et la notification des marchés.

5 Forme et durée du marché public

5.1 Mode de dévolution du marché (allotissement)

Le marché public est non alloti.

5.2 Forme du marché public

Le marché est composite :

- Les prestations (phases 1, 2 et 3) s'exécuteront sous la forme d'un marché ordinaire.
- La prestation complémentaire prend la forme d'un accord-cadre à émission de bons de commande conclu avec un seul opérateur économique conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. L'émission des bons de commande se fera par l'établissement concerné en fonction de ses besoins.

Sur l'ensemble de la durée du marché, ce dernier est évalué comme suit :

Maximum financier pour la partie forfaitaire HT	Maximum financier pour la partie accord cadre à bons de commande HT
120 000€	90 000€

Le montant total du marché public n'excédera pas le seuil de la procédure formalisée, soit 221 000 € HT, incluant les éventuelles prestations complémentaires.

5.3 Durée du marché public

La durée du présent marché public est de 12 mois, à compter de la date de notification du marché, reconductible tacitement 3 fois par période de 12 mois dans la limite de 48 mois maximum.

5.4 Prestations similaires

Les prestations de services objet du présent marché pourront donner lieu à la réalisation de prestations similaires. Ces prestations s'exécuteront conformément à un nouveau marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

6 Documents contractuels

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) ou ATTR11 signé par les parties et ses annexes
- Le présent Cahier des Clauses Particulières n°PA25107 et son annexe

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) – (Arrêté du 30 mars 2021)
- L'offre technique du titulaire.

L'original de ces documents conservé dans les archives de l'administration fait seul foi. Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG –PI, la notification du marché public ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

7 Conditions d'exécution du marché public

7.1 Compétences attendues

Le titulaire doit disposer a minima des compétences identifiées ci-dessous :

- Expertise en matière d'assurance hospitalière et notamment connaissances approfondies dans le domaine des risques spécifiques propres aux établissements de santé.
- Expertise en matière de réglementation de la commande publique
- Expériences sur des dossiers similaires

Le prestataire proposera obligatoirement un consultant senior comme chef de projet – référent du dossier.

Le titulaire doit agir en toute impartialité vis à vis des sociétés d'assurance susceptibles de répondre au marché du GHT.

Les enjeux des prestations exigent un partenariat fort et loyal entre le Pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché et un niveau de confidentialité élevé. Un responsable de projet sera clairement identifié par le titulaire du marché et sera responsable de la réalisation de la prestation auprès de chaque établissement pendant toute la durée d'exécution du marché.

7.2 Remplacement d'un intervenant

Par dérogation à l'article 3.4.3. du C.C.A.G./P.I., si un des membres de l'équipe n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser la personne publique avec un préavis de 4 semaines sauf cas de force majeure, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de proposer à la personne publique au moins un profil en remplacement, et de lui communiquer le nom et les titres dans un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent. La personne publique validera les profils de remplacement dans le délai de 48 heures à compter de la réception de la proposition. Si la personne publique récusé dans ce délai les remplaçants, le titulaire dispose de 8 jours à compter de la récusation pour désigner un autre remplaçant parmi ceux initialement proposés et en informer la personne publique. A compter de la date d'acceptation tacite ou expresse du remplaçant, le titulaire assurera à ses frais exclusifs le transfert des compétences. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché public peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du C.C.A.G./P.I.

7.3 Méthode de travail et obligations du prestataire

Pour mener à bien sa mission, le prestataire et son équipe éventuelle sont amenés à se déplacer au sein du GHT 44 pour rencontrer les différents établissements. Ces déplacements et ces rencontres

devront être planifiés à l'avance en concertation avec le référent désigné par chaque établissement. Les candidats préciseront dans leur offre le nombre de rencontres et de réunions envisagées et leurs modalités.

7.4 Outils

Le Titulaire devra mettre à disposition un espace de partage dématérialisé dédié aux prestations (base documentaire, fichiers...).

7.5 Suivi des prestations – points d'étape

Pour l'ensemble des prestations un point d'étape est organisé dans le cadre d'une réunion bimensuelle ou mensuelle physique ou visio avec le groupe projet. Il appartient au titulaire du marché de proposer des dates de réunion.

L'objectif de ce rapport d'étape est de présenter l'avancée des travaux et les premiers constats effectués.

Le Titulaire animera les réunions et rédigera un compte rendu qu'il adressera par mail dans les 48 heures qui suivent la réunion au groupe projet. Les documents transmis devront être uniquement au format Microsoft Office 2010 (minimum). Ils ne devront pas être protégés en lecture ou écriture. L'ensemble des données traitées apparaissant dans les documents devront être intégrées soit dans les documents soit dans un document annexe.

7.6 Vérifications des prestations

Les opérations de vérifications et les décisions qui en découlent s'effectueront conformément aux articles 28 et 29 du CCAG/PI. Les vérifications s'effectueront sur la base des livrables remis par le titulaire et définit à l'article 3.

En cas de non-respect des délais de remise des livrables tels que fixés dans l'offre du titulaire, celui-ci encourt les pénalités prévues à l'article 11 du présent CCP. Si le prestataire n'est pas en mesure d'honorer les délais contractuels du calendrier transmis lors de son offre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer la prestation auprès d'une autre entité aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 27 du CCAG-PI.

Le Titulaire du marché ne pourra procéder à la facturation des prestations que suite à l'admission de chaque livrable.

8 Confidentialité - propriété des données et communication des résultats(RGPD)

➤ Confidentialité

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations, auxquelles il aura accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai, à l'issue du présent marché, qu'elle qu'en soit la cause, les documents, éléments et outils que lui aurait confié l'établissement.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'établissement, s'engage à ce que les données, informations, documents et savoir-faire, transmis par ce dernier ou collectés au titre de la réalisation des prestations du marché, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable de l'établissement. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

Le titulaire s'engage à la suppression des données des établissements à la fin du marché.

L'établissement s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'il aurait pu recevoir du titulaire.

9 Prix des prestations

Le prix de référence du marché public est le prix global et forfaitaire HT des phases 1, 2 et 3 et le prix d'unité d'œuvre pour une heure de travail pour la prestation complémentaire.

Les prix sont déposés dans le bordereau de prix, annexe 1 à l'acte d'engagement.

Le prix comprend l'ensemble des coûts inhérents à la prestation. Le titulaire ne pourra pas facturer de frais de déplacement ou d'hébergement en sus.

Les prix de règlement s'entendront toutes taxes comprises, au taux de TVA en vigueur au dernier jour du mois faisant l'objet de la facturation. Ils seront réputés comprendre toutes charges fiscales et parafiscales.

Les prix forfaitaires pour les phases 1 à 3 sont fermes.

Le titulaire ne pourra facturer aucun supplément en cours d'exécution.

Les prix de la prestation complémentaire sont révisables, sur demande du titulaire (mail ou courrier), à minima 30 jours avant la date de démarrage de la prestation complémentaire commandée, selon la formule suivante :

$$P_n = P_0 \cdot (0.1 + 0.9 \cdot (I_n / I_{n0}))$$

Avec :

P_n : prix révisé de l'unité d'œuvre de la prestation

P₀ : prix de l'unité d'œuvre de la prestation au mois de la remise de l'offre

I_n : valeur de l'indice SYNTEC au mois de démarrage de la prestation complémentaire

I_{n0} : valeur de l'indice SYNTEC au mois de remise de l'offre

<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/#anchor-0>

Le coefficient d'actualisation est arrondi au centième supérieur.

10 Paiement des prestations

➤ Modalités de règlement : acomptes et règlements définitifs

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-PI.

Le règlement des prestations se fera à l'issue de chaque phase après validation. Le titulaire est responsable de l'édition d'une facture après chaque validation conformément à l'article 7.6 du présent CCP.

➤ Délai de paiement

Le délai de paiement est de 50 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

➤ Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour les phases 1 à 3 :

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du CHU de NANTES sont les suivants :

- **Le code Siret** du CHU de Nantes : 26440013600471

Notre établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »

- **Le code service « DAF »** OBLIGATOIREMENT. (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)
- **Le numéro d'engagement** (référence interne de notre commande) : obligatoire dès lors qu'un bon de commande est transmis en amont. Cette référence est alpha numérique, commençant par une ou deux lettres. EX : EB141352 ou I91532

Pour la prestation complémentaire :

Les commandes pourront être passées soit par les établissements pour leur propre compte, soit par le CHU de Nantes, en qualité d'établissement support, pour le compte du GHT44. **En cas de commande émise en direct par les établissements, le CHU reste le coordonnateur et devra être en copie des devis et des livrables.** Le prestataire contactera le ou les établissement concerné(s) via l'annexe 1 au présent CCP pour facturer selon les modalités de chaque établissement.

11 Pénalités

Les pénalités suivantes sont applicables :

- Pénalité pour non-respect du mémoire technique : 150 € par manquement constaté ;
- Pénalité pour non-respect des clauses techniques du CCTP : 200 € par manquement constaté ;
- Pour chaque phase, lorsque le délai contractuel de remise du livrable final est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard de 100€ par jour calendaire de retard.

Les pénalités pourront être imputées sur tous les paiements effectués au profit du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités énoncées ci-dessous sont cumulatives et encourues sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation des faits.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande dans la limite de 15%.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, aucune exonération n'est prévue.

12 Frais et risques

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues dans le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard prolongé.

Le Titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies dans le cadre de l'exécution des prestations et qui seraient nécessaires au tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques est à la charge du titulaire.

13 Résiliation du marché

En cas de non-respect des clauses contractuelles, le CHU de Nantes pourra résilier le marché sans indemnité conformément à l'article 39 du CCAG PI. La résiliation sera prononcée, le cas échéant, avec exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant en application de l'article 27 du CCAG PI.

En application de l'article 40 du CCAG PI, le CHU de Nantes peut résilier le marché en tout ou partie sans qu'il y ait faute du titulaire pour motif d'intérêt général. Par dérogation aux dispositions de l'article 40 du CCAG/PI, aucune indemnité ne sera accordée au titulaire.

14 Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chacune des parties techniques visées à l'article 3.2.1 du présent CCP (phases 1, 2 et 3).

Cette décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique, entraîne la résiliation du marché.

Cette dernière n'ouvre droit pour le titulaire à **aucune indemnité**.

15 Responsabilité - Assurance

Le titulaire est responsable de l'emploi de tout matériel et de tout local à sa disposition par l'établissement. Il appartient au titulaire de souscrire une police d'assurances prévoyant la prise en charge des conséquences des éventuels dommages dont il aurait à répondre dans le cadre de l'exécution du marché responsabilité civile contre tout dommage pouvant affecter les personnes (agents de l'établissement, usagers, visiteurs) et les biens, à l'occasion de la livraison, de l'installation et de la mise en service de ses matériels, qu'il soit commis par ses agents, représentants ou sous-traitants. Le titulaire devra pouvoir justifier de cette assurance dès la notification du marché.

16 Clause de réexamen

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du Code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, si le titulaire initial cède son marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. Un avenant sera alors signé entre le titulaire initial, le nouveau titulaire et le CHU de Nantes. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché sera résilié aux torts du titulaire initial.

17 Liste des dérogations au C.C.A.G/PI.

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Article 6	Article 4.2.1 (pièces contractuelles)
Article 7.2	Article 3.4.3 (Obligations générales)
Article 11	Articles 14.1.1 – 14.1.2 – 14.1.3 (Pénalités)
Article 13	Article 40 (Résiliation pour motif d'intérêt général)